



GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION
www.campaignforeducation.org

DÉCEMBRE 2025 - JANVIER 2026

GCE BUZZ

Table des matières

P3

Journée internationale de l'éducation 2026 : la CME réfléchit à son action de plaider pour changer les discours et les rapports de force ([Cliquez](#))

P8

L'ASPBAE officiellement intronisée au Panthéon international de l'éducation des adultes et de la formation continue ([Cliquez](#))

P13

Au-delà des promesses : pourquoi le financement de l'éducation en Amérique latine doit changer d'ici 2030 ([Cliquez](#))

P21

Un tour d'horizon de la région arabe ([Cliquez](#))

P33

Réunion du Conseil d'administration du GPE à Bruxelles : principaux résultats et perspectives de la société civile ([Cliquez](#))

P38

INTERVIEW : La société civile, moteur de la mobilisation des ressources nationales pour l'éducation en Tanzanie ([Cliquez](#))

P53

Villes qui apprennent : placer l'éducation au cœur d'un avenir urbain durable ([Cliquez](#))

P62

Génération numérique : les jeunes à la tête du mouvement pour une technologie éducative équitable et inclusive en Afrique ([Cliquez](#))

P70

Aucun enfant ne devrait avoir à payer pour apprendre dans le cadre de la campagne menée par le CEFAN en faveur de la gratuité de l'enseignement préscolaire ([Cliquez](#))

P76

Mon expérience à l'atelier régional africain d'échange, d'apprentissage et de partage ([Cliquez](#))

P84

Renforcer le plaidoyer : nouvelles ressources du centre d'apprentissage que vous pouvez utiliser dès maintenant ([Cliquez](#))

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Journée internationale de l'éducation 2026 : la CME réfléchit à son action de plaidoyer pour changer les discours et les rapports de force

À l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) a réuni ses membres le 26 janvier 2026 pour une session d'apprentissage politique afin d'évaluer son action collective en 2025 et d'élaborer une stratégie pour 2026. Conformément au thème « Le pouvoir des jeunes dans la co-crédation de l'éducation », la CME a salué ses jeunes et ses étudiants pour avoir été les moteurs d'un changement transformateur dans l'éducation et a discuté de la manière de faire progresser ces efforts, compte tenu de l'activisme croissant des jeunes dans le monde entier.

Lisez la déclaration de la CME sur les jeunes en tant que co-architectes de l'éducation [ICI](#).

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Save the date

y – UNESCO Headquarters Paris

**e power of yo
creating edu**

Alors que les organisations de la société civile sont confrontées à des réactions politiques négatives et à des espaces politiques restreints, les membres de la CME ont tiré des enseignements essentiels de leurs engagements aux niveaux mondial, régional et national, mettant en avant des stratégies de collaboration efficaces pour rester fermes dans la promotion de l'ODD 4 et du droit à l'éducation.

En ouvrant la session d'apprentissage, Grant a déclaré qu'à la lumière des défis mondiaux, notamment le changement climatique, la volatilité économique et la diminution de l'espace civique, la CME ne peut pas permettre que l'éducation soit traitée comme un privilège, une marchandise ou un budget discrétionnaire.

Refat Sabbah, président de la CME, a d'une part souligné la nécessité de renforcer la conscience politique des membres et d'approfondir la compréhension des contextes alors que le mouvement continue de lutter pour une éducation qui défend l'égalité, la justice et l'humanité. Il a souligné qu'un changement social efficace ne peut se produire sans une compréhension des contextes politiques qui façonnent les décisions politiques prises. Qui détient le pouvoir ? Quels intérêts imposent les politiques ? Où se trouvent les possibilités d'influencer à différents niveaux ? Selon lui, ces questions sont importantes pour comprendre le plaidoyer du mouvement et définir les stratégies.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Une présentation provocante d'Imad Sabi, ancien membre du conseil d'administration de la CME, qui faisait partie de l'équipe chargée d'évaluer les dix années de travail de la CME en 2025, a posé la question de la réalité de « survivre au XXI^e siècle » alors que la CME traverse une période très chaotique et sombre, compte tenu des attaques systématiques dont font l'objet le multilatéralisme et la société civile. M. Sabi a en outre mis au défi la CME de se connecter à la passion des manifestations organiques et spontanées de la génération Z, qui réclament également une éducation publique de qualité, la démocratie et la participation des jeunes.

En tirant des enseignements essentiels du travail des membres de la CME sur le droit à l'éducation, l'éducation transformatrice en matière de genre, l'éducation dans les situations d'urgence, le financement de l'éducation et la promotion de l'ODD 4 dans le cadre des ODD, voici quelques points clés à retenir de la session d'apprentissage politique de la CME :

- Transformer l'engagement en passion, comprendre les décideurs, construire des alliances et saisir les moments politiques opportuns au-delà de la critique des gouvernements. Il existe différents centres de pouvoir tels que les médias, les institutions internationales, les entreprises et même la société civile elle-même.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



- Co-créer avec les jeunes leurs revendications et leurs actions avec le plaidoyer de la CME sur l'éducation et le changement climatique, l'égalité des sexes, la décolonisation du financement de l'éducation et la participation significative des jeunes.
- Soutenir le travail du mouvement visant à intégrer les données provenant des communautés et des pays dans les discussions politiques mondiales et régionales, et vice versa, en veillant à ce que les engagements internationaux soient respectés afin de garantir le droit à l'éducation des secteurs marginalisés.
-   quilibrer la présence des mouvements sur le terrain et leur participation aux discussions politiques aux niveaux mondial et régional, ainsi que la nécessité d'une coordination plus forte au sein de son réseau et avec d'autres parties prenantes dans différents domaines.
- Localiser le travail de la GCE, en offrant aux coalitions nationales pour l'éducation des opportunités et des capacités leur permettant de participer de manière significative à l'éducation dans les situations d'urgence, à l'examen national volontaire, à l'éducation transformatrice en matière de genre et à la planification et au financement du secteur de l'  ducation.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



À la fin de la session d'apprentissage politique de la CME, Grant Kasowanjete a annoncé que la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026 aura pour thème le financement de l'éducation, alignant ainsi le vaste plaidoyer de la CME sur les campagnes financières du Partenariat mondial pour l'éducation et de l'initiative « L'éducation ne peut attendre ».

Le webinaire peut être visionné dans son intégralité sur la chaîne YouTube de la CME [ICI](#).

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



L'ASPBAE officiellement intronisée au Panthéon international de l'éducation des adultes et de la formation continue

Le conseil d'administration de l'International Adult and Continuing Education Hall of Fame (Panthéon international de l'éducation des adultes et de la formation continue) a décerné le prix 2025 Outstanding Organization Award (Prix 2025 de l'organisation exceptionnelle) à l'Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE, Association Asie-Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes) lors de sa cérémonie officielle d'intronisation qui s'est tenue à Oklahoma, aux États-Unis, le 8 novembre 2025.

Ce prix prestigieux récompense les décennies d'action collective de l'ASPBAE en faveur d'une éducation transformatrice et de l'apprentissage tout au long de la vie dans la région Asie-Pacifique et au-delà.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Lors de la remise du prix à Oklahoma, aux États-Unis, le président de l'ASPBAE, Peter Clinton Isaac Foaese, a prononcé ces paroles inspirantes :

« Au nom de l'Association Asie-Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE), j'ai l'honneur d'accepter ce prestigieux prix du Hall of Fame, qui récompense les 61 années de travail de l'ASPBAE en faveur de l'autonomisation, en particulier pour garantir le droit de tous à une éducation de base, une éducation des jeunes et une éducation des adultes de bonne qualité.

Dans le contexte actuel, où nous assistons à une augmentation des risques de conflits et de situations d'urgence, à des menaces pour les droits humains et les libertés fondamentales, à une diminution des financements consacrés à l'éducation et au développement au profit d'une augmentation des dépenses de défense, et à des changements rapides induits par la technologie et l'intelligence artificielle dans tous les domaines de la vie, le travail de l'ASPBAE en faveur d'une éducation transformatrice et de l'apprentissage tout au long de la vie est plus nécessaire que jamais. Il garantit une voix et un mouvement forts de la société civile qui continuent de contribuer à l'éradication de la pauvreté, à la justice sociale, à l'égalité des sexes, au développement durable et à une paix durable.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

L'ASPBAE dédie humblement ce prix à ses membres, partenaires, amis, au Conseil exécutif et au personnel dirigé par la secrétaire générale Helen Dabu, pour leur soutien indéfectible, leur travail acharné et leur engagement envers la mission de l'ASPBAE. Nous sommes fiers de compter parmi les membres, les dirigeants et les partenaires de l'ASPBAE des personnalités intronisées au Hall of Fame, qui ont continué à inspirer notre mouvement éducatif dans la région Asie-Pacifique et au-delà, en favorisant le dialogue intergénérationnel et en amplifiant la voix des populations locales à tous les niveaux et dans tous les domaines d'activité de l'ASPBAE.

Nous remercions sincèrement le comité du prix International Adult and Continuing Education Hall of Fame pour cet honneur et cette reconnaissance.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Pour célébrer cette étape importante, l'ASPBAE a organisé un dîner de solidarité le 25 novembre 2025 avec les représentants de ses membres, ses partenaires, son Conseil exécutif (CE) et son personnel qui ont participé à la réunion du groupe de réflexion et à la stratégie pour les acteurs de l'éducation sur le thème « Transformer l'apprentissage et l'éducation des jeunes et des adultes (ALE) à l'ère de la numérisation, des algorithmes et de l'intelligence artificielle » à Vientiane, Laos, du 24 au 26 novembre 2025.

La secrétaire générale (SG) de l'ASPBAE, Helen Dabu, a complété les réflexions et les commentaires formulés par le président de l'ASPBAE lors de la remise de ce prix au nom de l'ASPBAE en soulignant que cette reconnaissance n'était possible que grâce au soutien et à l'engagement sans faille des membres et des partenaires de l'ASPBAE, des dirigeants précédents et actuels de l'ASPBAE (représentants du CE et SG) et au soutien compétent de son personnel, passé et présent.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Congratulations to the International Adult and Continuing Education Hall of Fame Class of 2025

L'ASPBAE continuera à défendre l'esprit de ce prix, qui consiste à inspirer et à autonomiser la prochaine génération de leaders et de mouvements en faveur de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie à travers le monde.

Plusieurs dirigeants de l'ASPBAE ont été intronisés au Hall of Fame : Maria Lourdes Almazan-Khan, Jose Roberto Guevara, Nani Zulminarni, Sandra Lee Morrison et Timote Vaioleti.

Pour plus d'informations sur l'International Adult and Continuing Education Hall of Fame (IACEHOF), veuillez consulter [ICI](#) pour accéder à leur site web.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Au-delà des promesses : pourquoi le financement de l'éducation en Amérique latine doit changer d'ici 2030

Pourquoi le financement de l'éducation ne peut attendre

La nouvelle étude de la CLADE sur le financement du droit humain à l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes part d'un postulat simple mais puissant : sans ressources publiques suffisantes, stables et flexibles, il est impossible de garantir une éducation gratuite, inclusive et transformatrice tout au long de la vie. S'appuyant sur des années de suivi régional, le rapport actualise les données jusqu'en 2024 et va au-delà des lignes budgétaires pour s'intéresser aux contraintes structurelles qui façonnent le financement de l'éducation, telles que l'espace budgétaire limité, la dette publique et les systèmes fiscaux régressifs. Il montre que, malgré des engagements internationaux répétés, le financement de l'éducation publique dans la région stagne largement, la coopération internationale diminue et l'écart avec les niveaux d'investissement de l'OCDE reste important.



Agostina Costantino y Francisco Cantamutto

Financiamiento de la educación en América Latina y el Caribe: un desafío pendiente de cara a la Agenda 2030

Octubre de 2025



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Une vue d'ensemble régionale : efforts, ressources et équité

Grâce à un cadre de suivi complet, la CLADE analyse trois dimensions clés : les efforts financiers publics, les ressources par apprenant et l'accès équitable à l'école. En matière d'effort financier, les pays sont encore loin des objectifs qu'ils ont eux-mêmes approuvés dans le Programme d'éducation 2030, à savoir allouer au moins 6 % du PIB et 20 % des dépenses publiques à l'éducation. Seuls le Costa Rica et Cuba ont dépassé la référence de 6 % du PIB ces dernières années, et seul un petit groupe de pays, dont le Guatemala et le Honduras, atteignent ou dépassent l'objectif de 20 % des dépenses.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



En ce qui concerne les ressources réelles par personne d'âge scolaire, des progrès ont été réalisés, mais pas à l'échelle nécessaire. Entre 1998-2000 et 2019-2021, les dépenses moyennes par personne d'âge scolaire dans la région ont plus que doublé, passant d'environ 1 180 dollars américains à 2 500 dollars américains, mais cela ne représente encore qu'environ un tiers du niveau moyen des pays de l'OCDE. La dimension de l'équité révèle de fortes inégalités : en 2018-2020, le taux de scolarisation des enfants et des adolescents du quintile de revenu le plus élevé atteignait environ 86 %, contre un peu moins de 74 % dans le quintile le plus bas.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Qui est laissé pour compte ?

Le rapport présente de nouveaux indicateurs qui mettent en lumière qui bénéficie des systèmes éducatifs et qui n'en bénéficie pas. Du point de vue du genre, la région a fait des progrès notables : en 2000, on comptait environ 96 filles scolarisées pour 100 garçons, alors qu'en 2020, ce chiffre était passé à presque la parité, avec 99,8 filles pour 100 garçons. Malgré cela, la CLADE met en garde contre les signes émergents de détérioration dans certains pays, qui signifient que l'égalité des sexes doit continuer à faire l'objet d'une surveillance étroite.

C'est dans le domaine de l'éducation des jeunes et des adultes que les écarts sont les plus frappants. Dans les trois dimensions du système de suivi, on constate un manque criant de données sur les efforts et les ressources publics consacrés aux jeunes et aux adultes, ce que le rapport interprète comme la preuve du faible niveau de priorité politique accordé à ce domaine.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Lorsque des données sur l'accès sont disponibles, elles révèlent que les possibilités de poursuivre des études au-delà de l'âge scolaire sont fortement déterminées par le revenu : les adultes appartenant aux groupes à revenus élevés ont plus de deux fois plus de chances de poursuivre leurs études que ceux appartenant aux groupes à revenus les plus faibles, ce qui révèle un faible engagement en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie.

COVID-19, crise et risque de recul

L'analyse replace ces tendances dans le contexte plus large de la pandémie de COVID-19, la crise économique et sociale la plus grave que la région ait connue depuis un siècle. La fermeture des écoles a perturbé le droit à l'éducation de plus de 165 millions d'élèves en Amérique latine et dans les Caraïbes, et la reprise exigera des investissements publics soutenus et, dans de nombreux cas, accrus. Pourtant, le rapport note que, pendant les années les plus difficiles de la crise, l'éducation n'a souvent pas été considérée comme une priorité dans les plans de relance budgétaire, ce qui soulève de sérieuses inquiétudes quant à un recul dans la réalisation du droit humain à l'éducation.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Dans ce scénario, les mesures d'austérité et d'assainissement budgétaire constituent une menace directe pour l'ODD 4 et l'Agenda 2030. La CLADE souligne que la réduction ou le gel des budgets consacrés à l'éducation en période de crise non seulement compromet la reprise immédiate, mais aggrave également les inégalités à long terme et érode la cohésion sociale.

Un appel à placer l'éducation au cœur des budgets publics
Loin d'être un exercice technique, cette étude se veut un outil politique de plaidoyer. Elle exhorte les gouvernements à placer le droit humain à l'éducation au centre des budgets publics et des stratégies de développement, et à honorer les engagements régionaux et mondiaux qu'ils ont signés. À cette fin, la CLADE présente une série de mesures concrètes que les États devraient prendre.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Les gouvernements sont invités à :

- Estimer et allouer le maximum de ressources nécessaires pour garantir une éducation de qualité pour tous, en évitant tout recul injustifié dans le financement.
- Préparer les budgets de l'éducation dans le cadre de processus véritablement participatifs qui incluent les communautés éducatives et le grand public, afin que les dépenses reflètent les priorités des titulaires de droits.
- Améliorer la transparence en publiant des données actualisées et ventilées sur les budgets consacrés à l'éducation et leur exécution, en particulier en ce qui concerne les groupes historiquement victimes de discrimination en raison de leur sexe, de leur race, de leur origine ethnique, de leur handicap, de leur origine ou de leur âge.
- Communiquer des informations complètes et actualisées aux bases de données internationales telles que l'Institut de statistique de l'UNESCO, la CEPALC et la Banque mondiale, afin de permettre un suivi régional à l'aide de méthodologies communes.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Justice fiscale et dette : le contexte budgétaire dans son ensemble

Le rapport souligne que la réalisation du droit à l'éducation est indissociable des luttes plus larges pour la justice fiscale et l'allègement de la dette. Il soutient que les gouvernements doivent adopter des systèmes fiscaux plus progressifs et lutter contre la fraude et l'évasion fiscales afin d'augmenter les ressources nationales disponibles pour l'éducation et d'autres droits sociaux. Dans le même temps, les pays devraient rechercher des solutions équitables au fardeau insoutenable de la dette afin que les maigres fonds publics ne soient pas détournés des salles de classe pour servir les créanciers.

Conformément aux déclarations régionales telles que celles adoptées à Buenos Aires et à Santiago, la CLADE soutient que les budgets consacrés à l'éducation doivent être protégés et augmentés, en particulier en période de crise. Le financement de l'éducation, conclut l'étude, est un « engagement inachevé », mais qui peut et doit être tenu si l'Amérique latine et les Caraïbes veulent construire des sociétés plus justes, démocratiques et durables d'ici 2030.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Résumé de la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA)

Réinventer l'avenir de l'éducation

En décembre 2025, la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA) a organisé un webinaire régional de haut niveau sur « L'avenir de l'éducation – Vers un nouveau contrat social », réunissant des universitaires et des experts en éducation de premier plan de tout le monde arabe.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

يشترك في اللقاء



د. محمود حوامدة

أكاديمي وباحث في تكنولوجيا التعليم والتعلم الرقمي والمواطنة الرقمية والعدالة المعرفية والتمكين الرقمي والذكاء الاصطناعي: فرص وتحديات التعليم الرقمي، الحفاظ على النهج الإنساني والشباب في عصر التحول الرقمي.



أ. د. راتب سلامة السعيد

أستاذ السياسات والقيادة التربوية في الجامعة الأردنية القيادة التربوية وصنع السياسات: نحو تعليم مفتوح وعادل يُعزز الحق في صياغة المعنى والحريات الأساسية ومحتك صمود الفكر والابداع



د. رفعت صباح

رئيس الحملة العالمية للتعليم للجميع العقد الاجتماعي الجديد للتعليم والتعاون الإقليمي والدولي: الغايات، الحقوق، والمسؤوليات، وآليات الشراكة للتعليم المستدام وتبادل المعرفة والخبرة.

Les intervenants ont souligné que les systèmes éducatifs doivent être repensés afin de promouvoir la justice sociale dans un contexte de changements mondiaux rapides, notamment les bouleversements technologiques et l'aggravation des inégalités. Ils ont insisté sur la nécessité d'une coopération régionale et internationale pour mettre en place des systèmes équitables, renforcer le leadership et l'élaboration des politiques en matière d'éducation, et promouvoir l'autonomisation numérique et la justice épistémique à l'ère de l'intelligence artificielle.

La discussion a mis en évidence le rôle crucial de la société civile dans l'élaboration d'un contrat social renouvelé qui garantisse une éducation inclusive et équitable pour les générations actuelles et futures. En appelant à un dialogue public soutenu, l'ACEA et ses partenaires ont positionné l'éducation non pas comme un secteur technique, mais comme un projet sociétal commun ancré dans les droits, la participation et la démocratie.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Médias, citoyenneté numérique et éducation

L'ACEA a également mis en lumière le rôle puissant des médias dans le façonnement de l'apprentissage et de la citoyenneté à l'ère numérique. Lors de deux webinaires régionaux organisés en décembre 2025 sur le thème « Les médias éducatifs à l'ère numérique : vers un partenariat efficace dans l'écosystème éducatif et la promotion des valeurs citoyennes », des éducateurs, des journalistes et des experts en transformation numérique ont exploré les moyens de moderniser les médias éducatifs afin de suivre le rythme rapide des changements numériques.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Placer la recherche et les données au cœur des politiques

Conscients que des données plus fiables permettent de prendre de meilleures décisions, l'ACEA et ses partenaires investissent dans la recherche pédagogique et les systèmes de données dans toute la région. Un dialogue régional sur le thème « La recherche en matière d'éducation dans la région arabe : réalité actuelle, défis et perspectives d'avenir » a réuni des universitaires et des experts afin d'examiner l'état de la recherche en matière d'éducation, les défis actuels et les moyens de renforcer son rôle dans le développement de l'éducation. Les participants ont appelé à un renforcement de la coopération régionale, à des partenariats institutionnels plus solides et à des politiques fondées sur des données probantes qui améliorent la qualité et la pertinence des systèmes éducatifs.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Parallèlement, un atelier régional organisé à Tunis sur le thème « De meilleures données sur l'éducation des adultes pour une meilleure gouvernance et des politiques plus efficaces », organisé par DVV International en collaboration avec l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie et auquel s'est jointe l'ACEA, s'est concentré sur la gouvernance de l'apprentissage et de l'éducation des adultes (ALE). Des représentants gouvernementaux, des membres de la société civile et des experts de dix pays ont discuté de la manière dont des données fiables et inclusives peuvent soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des preuves, renforcer la coopération entre les acteurs publics et non gouvernementaux et contribuer au sixième rapport mondial sur l'éducation et la formation des adultes (GRALE 6).

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

L'apprentissage des adultes, pilier de la justice sociale

Le travail accompli par l'ACEA au début de l'année 2026 a permis d'inscrire fermement l'apprentissage des adultes à l'ordre du jour politique en tant que pierre angulaire de l'apprentissage tout au long de la vie et de la justice sociale. À l'occasion de la Journée arabe de l'apprentissage des adultes (8 janvier 2026), la campagne a publié une déclaration réaffirmant que l'apprentissage des adultes est un droit humain fondamental et un pilier central des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie, essentiels à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 4. La déclaration exhortait les gouvernements à aller au-delà des programmes d'alphabétisation au sens strict et à reconnaître l'apprentissage des adultes comme un processus transformateur qui renforce la citoyenneté, la participation sociale et la résilience économique.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



L'ACEA a appelé à intégrer l'apprentissage des adultes dans la législation nationale, les stratégies éducatives et les cadres de financement public durable en tant que responsabilité nationale à long terme plutôt que comme une série de projets à court terme. La déclaration a souligné que les crises mondiales, la transformation numérique et l'évolution des marchés du travail exigent des possibilités d'apprentissage inclusives pour les adultes, en particulier pour les femmes, les réfugiés, les travailleurs informels, les personnes âgées et les personnes handicapées, et a insisté sur la nécessité de promouvoir la justice numérique, le développement des compétences et la reconnaissance de l'apprentissage non formel.

Cette vision fondée sur les droits a trouvé un écho dans un webinaire organisé par la Communauté pour l'apprentissage et l'éducation des adultes au sein de la Coalition palestinienne pour l'éducation sur le thème « L'apprentissage des adultes comme outil de résilience et de relèvement en temps de crise ». La session a souligné comment des programmes d'apprentissage inclusifs pour adultes, des espaces d'apprentissage communautaires et une planification fondée sur des données peuvent renforcer la résilience, soutenir la reprise sociale et économique et garantir des possibilités d'apprentissage plus réactives et plus équitables dans les contextes de crise.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Renforcement de la gouvernance et du leadership de la société civile

Parallèlement à leur travail thématique, l'ACEA et ses coalitions membres investissent dans le renforcement de la gouvernance et des capacités institutionnelles afin de pérenniser leur impact. Le Réseau arabe pour l'éducation populaire (ANPE) et la Coalition libanaise pour l'éducation ont conclu une réunion stratégique au Liban axée sur l'examen des politiques, des structures de gouvernance, des rôles et des modèles d'adhésion. À travers des discussions interactives et des groupes de travail, les participants ont adopté un cadre de gouvernance actualisé et identifié les prochaines étapes pour renforcer la gouvernance institutionnelle et améliorer l'efficacité du réseau.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



En Jordanie, la Coalition jordanienne pour l'éducation pour tous a organisé un atelier de deux jours afin d'élaborer son plan stratégique pour 2026-2030 avec ses organisations membres. L'atelier a permis de revoir la vision et la mission de la Coalition, de définir les priorités stratégiques et les piliers fondamentaux, et d'élaborer des indicateurs de performance et des mécanismes de suivi et d'évaluation afin d'orienter ses travaux futurs. Ce processus s'inscrit dans le cadre d'efforts plus larges visant à institutionnaliser le rôle de la Coalition dans l'influence des politiques éducatives et la garantie du droit à une éducation inclusive et de qualité pour tous en Jordanie.

La Coalition jordanienne participe également activement à la coordination nationale du secteur. Grâce à sa participation au groupe de travail sur le secteur de l'éducation (ESWG), elle contribue aux discussions sur la stratégie 2026-2030 du ministère de l'Éducation, les plans pour les réfugiés et la résilience, et le soutien aux apprenants touchés par des crises, tout en suivant les développements liés à la subvention multiplicatrice du Partenariat mondial pour l'éducation et aux interventions en faveur de la petite enfance.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Les jeunes, les enseignants et les environnements d'apprentissage sécuritaires

L'approche écosystémique de l'ACEA met également l'accent sur les personnes qui font fonctionner les systèmes éducatifs : les jeunes, les enseignants et les apprenants eux-mêmes. En Jordanie, le Réseau arabe pour l'éducation civique (ANHRE), en partenariat avec l'International Budget Partnership et avec le soutien de l'Union européenne, a organisé un atelier spécialisé à l'intention de vingt jeunes représentants de la Coalition jordanienne pour l'éducation afin de suivre et d'analyser le budget de l'éducation pour 2026. Cette formation a renforcé leur capacité à utiliser des outils d'analyse budgétaire participative, à examiner les priorités en matière de dépenses publiques et à promouvoir un plaidoyer fondé sur des données pour un financement équitable de l'éducation et des dépenses publiques plus efficaces.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Le bien-être professionnel et l'innovation des enseignants constituent une autre priorité. La communauté des enseignants au sein de la Coalition palestinienne pour l'éducation a organisé une session de formation en ligne sur les « Outils d'intelligence artificielle pour soutenir les enseignants et améliorer leur bien-être professionnel », présentant des outils pratiques d'IA à utiliser en classe et soulignant leur potentiel pour réduire les pressions professionnelles et psychologiques sur les éducateurs. En promouvant des outils numériques innovants, cette initiative vise à renforcer les pratiques pédagogiques et à créer des environnements d'apprentissage plus favorables.

Il est tout aussi essentiel de veiller à ce que les écoles soient des lieux sûrs. En Égypte, l'Union égyptienne pour les politiques éducatives et la recherche a organisé une table ronde consultative sur le problème croissant de la violence et des abus sexuels dans les établissements pré-universitaires. Les participants ont examiné les facteurs sociaux, culturels, juridiques et politiques à l'origine de la violence, notamment la sous-déclaration des cas et les lacunes dans les politiques de protection. Ils ont recommandé la mise en place d'un cadre national complet de protection des écoles, une coordination plus étroite entre la société civile et les institutions publiques, et le renforcement des mesures juridiques et politiques afin de garantir des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs pour tous les apprenants.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Enfin, les membres de l'ACEA s'intéressent à l'intersection entre la langue, l'identité et la technologie dans l'éducation. La Coalition mauritanienne pour l'éducation a organisé un webinaire régional sur le thème « La langue arabe dans les programmes éducatifs arabes : défis actuels et promesses de la numérisation – la Mauritanie comme modèle ». Réunissant des coalitions, des chercheurs et des éducateurs, la discussion a examiné l'état actuel de l'enseignement de la langue arabe en Mauritanie et a exploré des solutions numériques pour mieux intégrer l'arabe dans les environnements d'apprentissage modernes.

En favorisant le dialogue régional et l'échange d'expériences, le webinaire visait à renforcer l'enseignement de la langue arabe tout en tirant parti des opportunités offertes par la transformation numérique. Ce travail complète les efforts plus larges de l'ACEA pour promouvoir l'autonomisation numérique, protéger la diversité culturelle et linguistique et garantir que la numérisation favorise, plutôt que compromette, le droit à une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Réunion du Conseil d'administration du GPE à Bruxelles : principaux résultats et perspectives de la société civile

Le Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) s'est réuni à Bruxelles les 4 et 5 décembre 2025. La réunion s'est ouverte sur un bilan des progrès globaux réalisés par la Fondation. Le Conseil s'est félicité de ces résultats, soulignant les avancées importantes accomplies dans les priorités stratégiques du PME.

Les représentants de la société civile au sein du GPE se sont félicités de la dynamique continue de la campagne de reconstitution des ressources du GPE, ainsi que de l'attention croissante accordée par le GPE à la promotion d'un financement durable de l'éducation tout en aidant les pays partenaires à garantir la viabilité financière à long terme de leurs systèmes éducatifs.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



L'un des thèmes centraux de la réunion était l'importance d'un financement durable et à long terme de l'éducation, en particulier dans un contexte mondial marqué par la réduction de la marge de manœuvre budgétaire et l'augmentation des pressions économiques. Les discussions ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer le leadership des pays partenaires dans l'élaboration de voies de financement durables, de mieux intégrer les diverses sources de financement, notamment les ressources nationales, l'aide publique au développement (APD), les contributions philanthropiques, les capitaux privés et les mécanismes de financement innovants, et de veiller à ce que les réformes de l'éducation soient réalistes, financièrement viables et adaptées aux capacités et aux contextes nationaux.

Le Conseil a également été informé de la mise en place réussie des trois centres régionaux du GPE à Paris, Nairobi et Washington, DC. Suite à la décision prise en juin 2024 de décentraliser les opérations du Secrétariat et de rapprocher le personnel des pays partenaires, les centres ont déjà démontré une efficacité accrue et un soutien renforcé aux pays partenaires.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Le CGE a salué l'approbation du plan stratégique final du GPE, qui reflète les principales évolutions mondiales et renforce les priorités stratégiques visant à atteindre l'ODD 4 sur une éducation inclusive et équitable de qualité. La société civile s'est particulièrement félicitée de la reconnaissance explicite dans le plan de l'éducation comme un droit humain fondamental et de l'inclusion significative des principales parties prenantes, notamment les jeunes, les élèves et les enseignants, en tant que contributeurs essentiels à la réussite de la stratégie. L'engagement et le soutien continus de la société civile ont également été reconnus comme essentiels pour renforcer la responsabilité et la gouvernance inclusive de l'éducation.

Le Conseil d'administration a approuvé le cadre conceptuel de la prochaine phase du programme Education Out Loud (EOL). Cette décision a été largement soutenue. Le Conseil d'administration a également approuvé le cadre conceptuel du Knowledge and Innovation Exchange (KIX).

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Dialogues stratégiques organisés par le Canada sur la promotion de la réforme multilatérale dans le domaine de l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongée

S'appuyant sur l'étude rapide de l'architecture multilatérale de l'aide à l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongée (EiEPC) commandée par le FCDO, le Canada a organisé une série de dialogues stratégiques afin de faire avancer des options de réforme concrètes. Le premier dialogue, qui s'est tenu le 2 décembre 2025 à Bruxelles en marge de la réunion du Conseil d'administration du GPE, a réuni les principales parties prenantes afin d'identifier les réformes prioritaires et de réaliser une analyse SWOT. Il a été suivi de consultations avec les organisations nationales de la société civile et les gouvernements des pays partenaires en janvier 2026 afin de s'assurer que les propositions reflètent les réalités nationales.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Du point de vue de la société civile, il est essentiel que la localisation et la durabilité restent les piliers centraux des programmes de l'EiEPC. Les réponses éducatives d'urgence doivent rester inclusives et équitables, en veillant à ce que les apprenants marginalisés et touchés par les crises ne soient pas laissés pour compte. Il est également essentiel de renforcer la coordination entre la planification de l'éducation et la réponse aux crises, avec une participation significative des organisations de la société civile, des élèves, des parents et des enseignants dans les processus décisionnels. Dans la mesure du possible, les réponses doivent être impulsées par les communautés et dirigées au niveau local.

Ces réformes offrent à l'ECW et au GPE une occasion stratégique de mieux aligner leurs investissements et leurs priorités stratégiques, renforçant ainsi leur impact collectif et garantissant un soutien plus efficace et coordonné aux systèmes éducatifs touchés par des crises et des situations d'urgence prolongées.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

INTERVIEW : La société civile, moteur de la mobilisation des ressources nationales pour l'éducation en Tanzanie

Dans cet entretien, GCE s'entretient avec Martha Samuel Makala, coordinatrice nationale du Réseau tanzanien pour l'éducation (TENMET), au sujet du rôle moteur joué par la coalition dans l'élaboration de la nouvelle stratégie de mobilisation des ressources nationales (DRM) pour l'éducation en Tanzanie, et de ce que cela signifie pour la société civile, l'égalité des sexes et le financement durable.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



En 2025, la course à la mobilisation des ressources nationales pour l'éducation et à l'affranchissement de l'aide étrangère en déclin est devenue plus urgente que jamais. Les mouvements éducatifs du monde entier sont contraints de défendre le financement de l'éducation à un moment où l'aide extérieure diminue et où les gouvernements ne parviennent pas à investir le maximum des ressources disponibles dans des systèmes d'éducation publique solides. L'UNICEF prévoit que le financement mondial de l'éducation diminuera de 3,2 milliards de dollars d'ici 2026, soit une baisse de 24 % par rapport à 2023, ce qui devrait faire passer le nombre d'enfants non scolarisés de 272 millions à 278 millions, dont beaucoup vivent dans des contextes humanitaires et de crise. Dans le même temps, des domaines clés tels que l'éducation des adultes et l'alphabétisation, qui sont essentiels pour atteindre les communautés marginalisées, sont confrontés à de sévères coupes budgétaires.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



En Tanzanie, ces pressions mondiales s'ajoutent aux défis nationaux : alors que le pays a connu une croissance économique et une demande croissante en matière d'éducation, les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont tombées en dessous des normes internationales, passant de sommets antérieurs à un peu plus de 3 % du PIB et à moins de 15 % du budget national ces dernières années. L'enseignement primaire continue de recevoir la plus grande part des fonds consacrés à l'éducation, tandis que l'éducation de la petite enfance et l'éducation des adultes ne reçoivent qu'une part négligeable, ce qui crée des lacunes importantes en matière d'apprentissage tout au long de la vie et d'équité. Le financement étranger du secteur a également connu de fortes fluctuations, notamment des réductions importantes liées à des préoccupations en matière de droits humains, soulignant la vulnérabilité du financement de l'éducation aux changements politiques et stratégiques.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Dans ce contexte, la CME et ses membres, tels que le Réseau tanzanien pour l'éducation/Mtandao wa Elimu Tanzania (TENMET), par le biais de l'Observatoire du financement de l'éducation (EFO) et d'autres initiatives, produisent des données factuelles et mènent des actions de plaidoyer afin de garantir que les gouvernements accordent la priorité à l'éducation dans leurs budgets et respectent leurs engagements au titre de l'ODD 4. Les conclusions de l'étude de l'EFO sur la Tanzanie montrent que le pays n'investit pas encore le maximum de ses ressources disponibles pour garantir le droit à l'éducation pour tous, en particulier pour les apprenants les plus exclus. Dans le même temps, le rôle moteur joué par le TENMET dans les efforts de mobilisation des ressources nationales, en étroite collaboration avec les ministères, le parlement et les autorités locales, montre comment la société civile peut contribuer à orienter les débats sur le financement vers l'équité, l'inclusion et la durabilité.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Cet entretien avec Martha Samuel Makala, coordinatrice nationale de TENMET, explore la manière dont une coalition nationale pour l'éducation utilise des données factuelles pour influencer la nouvelle stratégie nationale de mobilisation des ressources pour l'éducation en Tanzanie. Il souligne pourquoi, dans un monde où les budgets de défense augmentent et l'aide publique au développement (APD) diminue, les membres de la CME et les défenseurs de l'éducation doivent intensifier leurs efforts pour garantir un financement public adéquat, équitable et responsable.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Martha, félicitations pour la nomination de TENMET au sein de l'équipe stratégique du gouvernement chargée de la gestion des risques de catastrophe dans le domaine de l'éducation. Pour commencer, pourriez-vous présenter brièvement TENMET et son rôle dans le secteur de l'éducation en Tanzanie ?

Merci. TENMET est la coalition nationale pour l'éducation en Tanzanie et un membre de longue date de la Campagne mondiale pour l'éducation, créée en 1999 et qui regroupe aujourd'hui 255 organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de l'éducation dans les 26 régions de la Tanzanie continentale. Notre vision est celle d'un système éducatif qui offre une éducation inclusive et de qualité à tous les apprenants. Nous travaillons sur des questions telles que le financement de l'éducation et la mobilisation des ressources nationales, la budgétisation sensible au genre, l'éducation dans les situations d'urgence et le changement climatique, l'éducation des filles, les compétences et le développement des jeunes, et l'amélioration des environnements d'enseignement et d'apprentissage, y compris l'éducation inclusive.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



TENMET est clairement très impliqué dans les processus éducatifs nationaux. Comment la coalition collabore-t-elle avec le gouvernement au niveau politique ?

TENMET copréside le Comité de développement du secteur de l'éducation, qui est le principal forum politique où sont prises les décisions importantes et où sont approuvées les mesures concernant ce secteur. Nous participons également aux quatre groupes de travail techniques qui examinent les documents avant qu'ils ne soient soumis à ce comité. En outre, TENMET collabore étroitement avec les commissions parlementaires chargées du budget, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, ainsi qu'avec plusieurs ministères, notamment ceux de l'Éducation, de la Santé, du Développement communautaire et le Cabinet du Premier ministre, responsable des collectivités locales.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Comment l'opportunité de rejoindre l'équipe stratégique du gouvernement en matière de gestion des risques de catastrophe s'est-elle présentée ?

Il y a deux ans, lors de l'examen conjoint annuel du secteur de l'éducation, TENMET a recommandé au ministère de l'Éducation d'élaborer une stratégie nationale de mobilisation des ressources nationales afin de réduire la dépendance à l'égard de l'aide étrangère en baisse et de renforcer les systèmes de financement interne de l'éducation. Nous avons donné suite à cette recommandation lors des examens suivants, puis avons axé notre conférence internationale sur l'éducation de qualité 2025, co-organisée avec le ministère de l'Éducation, sur le renforcement des systèmes de mobilisation des ressources nationales pour une éducation durable en Afrique.

À l'issue de cette conférence, le ministère a décidé d'élaborer une stratégie nationale de mobilisation des ressources nationales afin de soutenir la mise en œuvre de la politique révisée en matière d'éducation et de formation, reconnaissant que le pays avait besoin de ressources nationales substantielles pour les infrastructures, les enseignants, les programmes d'enseignement des compétences de la vie courante et les filières techniques et professionnelles. Le ministère a ensuite officiellement invité TENMET à faire appel à des experts de notre réseau, et deux de nos organisations membres spécialisées dans le financement de l'éducation, ActionAid et Uwezo Tanzania, font désormais partie du comité national de gestion des ressources nationales, que TENMET aide à présider.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Pourquoi la participation de la société civile est-elle si importante dans l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe dans le domaine de l'éducation ?

La société civile joue un rôle essentiel pour trois raisons principales. Premièrement, les OSC complètent les efforts du gouvernement en travaillant directement avec les communautés et les écoles, en soutenant les infrastructures telles que les dortoirs, les toilettes et les bureaux, en fournissant du matériel pédagogique et des appareils numériques, et en contribuant à l'enseignement de compétences pratiques et à l'organisation d'activités extrascolaires qui améliorent les résultats scolaires.

Deuxièmement, comme les membres de TENMET opèrent dans les 26 régions, nous avons une compréhension fine des besoins des communautés, notamment en matière de cantines scolaires, de classes surchargées et de pénurie de ressources de base, ce qui permet de garantir que la stratégie est ancrée dans les réalités locales.

Troisièmement, TENMET sert de plateforme de coordination qui rassemble diverses OSC éducatives sous une même égide, rendant la collaboration avec le gouvernement plus efficace et cohérente que si chaque organisation agissait seule.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Que signifie cette nomination pour TENMET et pour la participation de la société civile au financement de l'éducation de manière plus générale ?

Elle témoigne de la grande confiance que le gouvernement accorde à TENMET, à ses capacités, à ses données factuelles et aux résultats que nous avons obtenus au fil du temps, ce qui explique pourquoi il continue de nous inviter à la table des négociations. Cette nomination nous permet également de contribuer à une utilisation plus efficace des ressources nationales en cartographiant les domaines d'activité et les financements des différents partenaires, ce qui réduit les chevauchements et garantit que les investissements, par exemple dans les centres de ressources pour enseignants, profitent équitablement à plusieurs régions.

Plus largement, elle institutionnalise le rôle de la société civile dans les débats sur le financement de l'éducation, renforçant ainsi une approche collaborative dans laquelle le gouvernement et les OSC planifient et mettent en œuvre ensemble, avec pour objectif commun d'améliorer la qualité et l'inclusivité de l'éducation.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Quelle est la contribution spécifique de TENMET au processus d'élaboration de la stratégie de gestion des risques de catastrophe ?

Tout d'abord, nous apportons les résultats des recherches que nous avons menées sur les moyens efficaces de mobiliser les ressources nationales, dont certains ont déjà été présentés au ministère des Finances, afin que la stratégie soit fondée sur des données factuelles. Ensuite, nous contribuons activement à l'élaboration de la stratégie en explorant toutes les sources de recettes internes possibles, telles que certaines taxes, les contributions philanthropiques et le soutien du secteur privé, et en dirigeant la rédaction du document stratégique proprement dit.

Une fois la stratégie finalisée, TENMET jouera également un rôle clé dans la sensibilisation du public et la mobilisation des parties prenantes, en veillant à ce que les différents acteurs comprennent leurs responsabilités et leurs contributions au financement du secteur de l'éducation pour une éducation inclusive et de qualité.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Alors que la stratégie est en cours d'élaboration, quelles sont les principales priorités défendues par TENMET ?

Notre première priorité est de veiller à ce qu'au moins 20 % du budget national soit alloué et effectivement dépensé pour l'éducation, avec des fonds affectés à des lignes claires et convenues qui améliorent l'accès et la qualité. Une autre priorité fondamentale est l'équité, en particulier la promotion de budgets sensibles au genre qui répondent aux besoins de tous les apprenants et enseignants et soutiennent la mise en œuvre des engagements nationaux tels que la politique de réintégration des apprenants qui ont abandonné leurs études en raison d'une grossesse ou d'un mariage précoce.

Nous mettons également l'accent sur une répartition équitable des enseignants, hommes et femmes, dans les zones rurales et urbaines, sur une utilisation plus efficace des ressources allouées et sur la viabilité à long terme en veillant à ce que les communautés, les gouvernements locaux, les parents, les acteurs privés et les philanthropes individuels reconnaissent et assument leur rôle dans le financement de l'éducation, réduisant ainsi la dépendance à l'aide étrangère.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



En tant que femme à la tête d'une coalition nationale pour l'éducation, que représente votre nomination au sein de l'équipe stratégique DRM pour le leadership des femmes dans l'éducation et la gouvernance en Tanzanie ?

La Tanzanie fait déjà preuve d'un leadership féminin fort dans le domaine de l'éducation. Le secrétaire permanent du ministère de l'Éducation est une femme, le vice-ministre est également une femme, et plusieurs femmes occupent des postes de direction au sein du ministère. Cela reflète une stratégie nationale en matière d'égalité des sexes qui encourage la participation des femmes et des hommes à des postes de direction et montre que l'équilibre entre les sexes dans la prise de décision en matière d'éducation n'est pas seulement une politique sur le papier, mais quelque chose que nous vivons dans la pratique.

Pour moi, occuper ce poste renforce le message selon lequel l'expertise et le leadership des femmes sont essentiels pour façonner un financement et une politique éducatifs durables, et que les jeunes femmes du secteur peuvent également s'imaginer dans ces rôles.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Quel message souhaiteriez-vous transmettre aux gouvernements de la région et aux autres coalitions nationales pour l'éducation ?

Aux gouvernements, le message clé est de reconnaître la valeur que les acteurs non gouvernementaux, y compris les coalitions pour l'éducation, apportent en termes de perspectives et d'expertise diverses ; en tirant parti de ces ressources humaines, les pays peuvent élaborer des documents politiques de meilleure qualité et plus inclusifs. Il est également essentiel de veiller à ce que différents groupes soient représentés dans les arènes politiques et que les OSC soient impliquées dès les premières étapes de l'élaboration du budget et de la stratégie, et pas seulement au moment de la validation ou des lectures parlementaires.

Pour les coalitions sœurs, il est essentiel de renforcer les relations avec les ministères de l'Éducation et d'aligner le plaidoyer sur les contextes spécifiques à chaque pays, en particulier pour influencer la mobilisation des ressources nationales et les budgets nationaux sensibles au genre. Les coalitions doivent viser à participer aux principaux forums politiques, tels que les mécanismes de coordination du secteur de l'éducation et les processus du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), et à surveiller la mise en œuvre afin de s'assurer que les ressources allouées sont dépensées comme prévu.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Enfin, comment la communauté éducative au sens large, tant au niveau régional que mondial, peut-elle soutenir le travail de TENMET à l'avenir ?

L'un de nos besoins immédiats est de collaborer à des recherches visant à déterminer comment les OSC peuvent être pleinement impliquées dans l'élaboration des budgets nationaux de l'éducation dès le début du processus, et non pas seulement invitées lorsque le budget est présenté au parlement. Nous souhaitons préparer un document complet qui expose clairement la valeur ajoutée de la participation des OSC à l'élaboration du budget de l'éducation, que nous pourrions présenter au ministère lors des prochaines réunions sectorielles.

Le soutien de la GCE et d'autres partenaires, y compris la possibilité de mener des recherches conjointes avec d'autres coalitions nationales et experts, sera essentiel pour co-concevoir cette recherche, élaborer des questions clés et partager des expériences comparatives qui pourront éclairer la voie à suivre par la Tanzanie et inspirer des approches similaires dans d'autres pays.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Les villes qui apprennent : placer l'éducation au cœur d'un avenir urbain durable

Partout dans le monde, les villes connaissent une croissance rapide, mais beaucoup d'entre elles ne sont pas encore des lieux où tout le monde peut vivre, apprendre et s'épanouir. Alors que les gouvernements se préparent à examiner l'ODD 11 sur les villes inclusives, sûres, résilientes et durables lors du Forum politique de haut niveau de 2026, une réunion du groupe d'experts (EGM) à Nairobi a affirmé qu'il ne peut y avoir de villes durables sans une éducation publique de qualité pour tous.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Intégrer l'ODD 4 dans le débat sur l'ODD 11

Organisée les 20 et 21 janvier 2026 à Nairobi, la réunion extraordinaire sur l'ODD 11 a rassemblé des agences des Nations Unies, des gouvernements, des représentants de la société civile et des experts afin de faire le point sur les progrès accomplis et d'identifier des solutions pour accélérer l'action face à la crise climatique, aux conflits, aux turbulences économiques et à la pression croissante sur le multilatéralisme. Laurette Abuya, responsable du programme Education Out Loud (EOL) du GCE, a représenté le groupe des parties prenantes du monde de l'éducation et de l'enseignement supérieur (EASG), veillant à ce que l'ODD 4 soit fermement placé au centre des discussions sur les villes et les établissements humains.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

La réunion avait pour objectif de produire des évaluations fondées sur des données factuelles en vue de l'examen approfondi de l'ODD 11 lors du Forum politique de haut niveau (FPHN) en juillet 2026 et d'alimenter le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur le Nouveau Programme pour les villes qui sera présenté à l'Assemblée générale en septembre. La directrice exécutive d'ONU-Habitat, Anacláudia Rossbach, a ouvert la session en soulignant l'urbanisation rapide et les écarts croissants en matière d'infrastructures, en particulier dans les pays du Sud, où les services de base tels que l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets restent hors de portée pour beaucoup. Elle a souligné les déficits persistants en matière de logement, de qualité de l'air et de réduction des risques de catastrophe, qui sont tous des éléments essentiels de l'ODD 11.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Droits humains, logement et rôle négligé de l'éducation

Les discussions à Nairobi ont été menées dans une perspective axée sur les droits humains et l'intersectionnalité. Les participants ont appelé à reconnaître et à faire respecter le droit au logement en tant que droit humain, avec des protections plus solides contre les expulsions et la discrimination, et ont promu une planification urbaine intersectionnelle et féministe qui valorise les organisations de femmes locales et considère les systèmes de soins comme des infrastructures essentielles plutôt que comme une réflexion après coup.

Dans ce contexte, Laurette a attiré l'attention sur un élément manquant dans de nombreux débats sur les politiques urbaines : l'éducation. Elle a rappelé aux participants que l'éducation est à la fois un moteur clé de la migration urbaine et l'épine dorsale de toute économie, mais qu'elle est souvent invisible dans les conversations sur les villes. Les migrants s'installent dans les villes à la recherche de meilleures opportunités, mais ils se retrouvent face à des systèmes d'éducation publique sous-financés, surpeuplés et inaccessibles, avec un ratio élèves/enseignants élevé et une pression croissante pour se tourner vers des prestataires privés coûteux.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Financer des villes justes : de la justice fiscale aux salles de classe publiques

Le fil conducteur des interventions de Laurette était la nécessité d'aller au-delà du discours selon lequel « il n'y a pas d'argent » pour les services publics. Elle a souligné que l'Afrique à elle seule perdrait environ 88 milliards de dollars chaque année en raison des flux financiers illicites, des ressources qui pourraient et devraient être consacrées au développement national, notamment à l'éducation publique.

Elle a recommandé aux dirigeants municipaux de donner la priorité aux infrastructures d'éducation publique et au déploiement d'enseignants dans la planification urbaine et la budgétisation afin de contrer la hausse des coûts et les effets d'exclusion de l'éducation privatisée. Le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES) a reconnu que l'éducation est souvent négligée dans les débats urbains et s'est engagé à refléter cette perspective dans la synthèse finale des résultats de la réunion extraordinaire.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Le deuxième jour, lors d'une séance en petits groupes sur les bidonvilles, les quartiers informels et les services de base, Laurette a poussé la conversation plus loin sur le financement durable et la responsabilité de l'État. Elle a souligné que les objectifs politiques n'ont de sens que s'ils sont soutenus par un financement adéquat, et que les habitants des quartiers informels, qui sont également des contribuables, doivent voir leurs contributions se traduire par une éducation publique, des soins de santé et d'autres services essentiels de qualité.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



De la consultation à la participation réelle

Au-delà du financement, l'EGM s'est également penché sur la question de savoir qui façonne l'avenir des villes. Laurette a fait valoir que la planification du développement doit aller au-delà des « consultations » superficielles et garantir la participation active et significative des familles, des apprenants et des communautés à la mise en œuvre, et pas seulement à la conception.

Si le résumé final du groupe s'est fortement concentré sur le logement comme point d'entrée vers d'autres droits, il a également reconnu que l'engagement politique et un financement sûr et à long terme sont indispensables. Les participants ont souligné l'importance de cadres réglementaires solides et de la coproduction de données par les communautés afin d'éviter les déplacements forcés et de garantir que les politiques reflètent les réalités vécues sur le terrain.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Leçons pour construire des villes

durables et propices à l'apprentissage

Les principaux enseignements tirés de la réunion extraordinaire indiquent ce qu'il faudra faire pour que l'ODD 11 passe de la promesse à la pratique.

Les participants ont convenu que la politique urbaine doit sortir des cloisonnements, car le logement, la mobilité, l'alimentation, l'environnement, les données, la santé publique et l'éducation sont profondément interdépendants et ne peuvent être traités isolément.

Ils ont également souligné que les lacunes en matière de données sont à la fois techniques et politiques, ce qui nécessite des investissements dans les infrastructures de données, des normes ouvertes, une utilisation transparente des informations et une gouvernance participative afin que les communautés puissent suivre les progrès et demander des comptes aux autorités.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Les contraintes persistantes en matière de capacités locales et de gouvernance, qu'il s'agisse de la rétention des talents ou de l'alignement des mandats, doivent être traitées parallèlement aux solutions techniques.

Le financement est apparu comme le prochain défi à relever. Les villes ont non seulement besoin de capitaux supplémentaires, mais aussi de mécanismes de financement plus intelligents, décentralisés et innovants qui canalisent les ressources vers des investissements urbains inclusifs, notamment les écoles publiques et les espaces d'apprentissage tout au long de la vie. Enfin, les participants ont souligné l'importance de la participation et du discours. Des politiques centrées sur les personnes, qui renforcent la confiance, reconnaissent les compromis et évitent les approches « bureaucratiques », sont essentielles pour un développement urbain véritablement transformateur.

Depuis Nairobi, le message qui résonne fortement dans la communauté éducative est que les villes durables sont des villes apprenantes. Sans des systèmes d'éducation publique solides et inclusifs, le développement urbain restera inégal, fragmenté et fragile, et l'ODD 11 restera hors de portée.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Génération numérique : les jeunes à la tête du mouvement pour une technologie éducative équitable et inclusive en Afrique

Partout en Afrique, une nouvelle génération de jeunes leaders prouve que la transformation numérique dans le domaine de l'éducation ne peut être laissée aux seules entreprises technologiques et aux gouvernements. Dans le cadre du projet GenerationDigital!, neuf organisations dirigées par des jeunes et au service des jeunes se sont associées à la GCE pour réduire la fracture numérique, développer des compétences essentielles et repenser la politique en matière de technologies éducatives à partir de zéro.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Les jeunes au cœur de l'éducation numérique

Sous la bannière « Surmonter les obstacles à l'EdTech grâce à la sensibilisation menée par les jeunes et à l'amélioration des compétences numériques », le projet a soutenu des campagnes coordonnées dans plusieurs pays, notamment au Ghana, au Nigeria, en Sierra Leone, au Rwanda, au Malawi, au Mozambique, en Afrique du Sud et en Namibie. Des organisations dirigées par des jeunes ont conçu et mis en œuvre des initiatives adaptées au contexte local, couvrant des domaines aussi variés que l'accès à une connectivité abordable, l'alphabétisation numérique, les programmes scolaires favorables aux STEM et la participation des jeunes à la politique éducative.

Ces campagnes n'étaient pas des événements isolés. Elles combinaient des activités de sensibilisation du public, des actions médiatiques, des dialogues avec les responsables politiques et des formations au niveau communautaire afin de toucher directement plus de 1 000 élèves, enseignants et acteurs du monde de l'éducation. En Sierra Leone, par exemple, des jeunes militants ont utilisé les technologies éducatives et le renforcement des compétences numériques pour aider des écolières confrontées à des conflits et à des normes sociales rigides, en leur permettant de poursuivre leur scolarité grâce à l'apprentissage en ligne lorsqu'il leur était impossible d'assister aux cours.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Développer les compétences – et le pouvoir

GenerationDigital! est allé au-delà des slogans militants pour investir dans de réelles compétences. Un cours virtuel de renforcement des capacités sur la promotion de l'éducation numérique et les outils numériques a réuni des jeunes, des étudiants et des adultes issus de différentes organisations partenaires, avec une participation dépassant l'objectif initial. Des supports d'apprentissage hors ligne ont permis aux personnes vivant dans des zones à faible connectivité de continuer à apprendre une fois le cours terminé.

Un programme de mentorat EdTech conçu par des jeunes a créé un espace d'apprentissage entre pairs sur tous les sujets, de la confiance en soi et du réseautage à l'innovation et à l'entrepreneuriat. Parallèlement, des recherches sur les technologies éducatives et l'intelligence artificielle dans l'éducation, menées dans une perspective jeune, ont permis de cartographier les opportunités et les risques liés à la numérisation rapide, notamment les biais algorithmiques, le rôle des acteurs privés et le danger d'un creusement de la fracture numérique.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Changer les discussions politiques

L'une des principales réalisations du projet a été de faire passer les jeunes de la marge au centre des débats politiques sur les technologies éducatives. L'Union des étudiants de toute l'Afrique (AASU) s'est appuyée sur le projet pour lancer l'Initiative africaine pour les étudiants et les jeunes dans le domaine du numérique, mobilisant les leaders étudiants de pays tels que le Ghana, le Nigeria, le Togo, l'Ouganda, la Gambie, le Liberia, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Namibie et l'Éthiopie autour de l'inclusion numérique et de l'éducation abordable.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Grâce à des plateformes de haut niveau, notamment une conférence sur la mise à profit de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) pour l'intégration de l'enseignement supérieur, l'AASU a directement fait part des points de vue des jeunes aux ministères, aux dirigeants universitaires et aux partenaires de développement. Elle a fait valoir qu'un enseignement supérieur harmonisé et numérique est essentiel pour une ZLECA équitable, et que les technologies éducatives doivent soutenir l'apprentissage transfrontalier, les plateformes multilingues et les modèles de « formation des formateurs » afin de constituer une main-d'œuvre qualifiée.

Au niveau national, les partenaires ont utilisé des tables rondes et des rapports fondés sur des données probantes pour influencer les ministères et les autorités éducatives. En Sierra Leone, un rapport issu d'une table ronde sur les technologies éducatives a déjà été soumis au ministère de l'Enseignement technique et supérieur, ouvrant ainsi une voie officielle pour que les recommandations des jeunes puissent éclairer les futures décisions en matière de politiques et de financement. Au Mozambique, la collaboration avec la Direction provinciale de l'éducation et l'Université pédagogique a contribué à intégrer les initiatives en matière de technologies éducatives dans les structures éducatives locales et la formation des enseignants.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Lutter contre les inégalités à l'ère numérique

L'expérience acquise dans le cadre de ce projet montre que la fracture numérique ne se limite pas aux appareils et à la connectivité. Les lacunes persistantes en matière d'infrastructures, l'instabilité de l'approvisionnement en électricité, le caractère limité des investissements publics, la fragmentation de la gouvernance et le manque de contenus dans les langues locales continuent de freiner les apprenants, en particulier dans les communautés rurales et marginalisées. Les filles et les jeunes femmes sont touchées de manière disproportionnée, car elles sont souvent les premières à être exclues de l'école dans des contextes marqués par les conflits, les inégalités entre les sexes ou l'instabilité politique.

Les partenaires ont réagi en concevant des interventions tenant compte des questions de genre qui s'attaquaient aux obstacles sociaux et culturels ainsi qu'aux obstacles techniques. En Sierra Leone, l'alphabétisation numérique a aidé les filles à poursuivre leur apprentissage pendant les perturbations, tandis qu'au Malawi et ailleurs, des organisations telles que la Girl Activist Youth Organisation se sont concentrées sur le renforcement des compétences numériques et du leadership des filles dans le cadre d'un changement communautaire plus large. Ces efforts montrent que les technologies éducatives peuvent renforcer les inégalités plutôt que les combattre, à moins qu'elles ne soient fondées sur les droits humains, l'inclusion et une conception adaptée au contexte.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Un changement durable grâce aux réseaux, aux données probantes et au leadership des jeunes

L'un des héritages les plus importants de GenerationDigital! est le réseau qu'il a contribué à consolider. De Digital Generation Mozambique de l'AEFUM à l'action de plaidoyer menée par les jeunes du REFAC au Rwanda, en passant par le soutien apporté par Schoolinka au développement professionnel numérique des enseignants, les partenaires ont intégré le travail sur les technologies éducatives dans leurs programmes en cours.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



En touchant collectivement plus d'un millier de participants directs, en renforçant les capacités des jeunes et des OSC et en alimentant les espaces politiques nationaux et continentaux en données probantes, le projet a jeté des bases qui survivront au cycle de financement. Les partenaires utilisent désormais les recherches sur les technologies éducatives et l'IA, ainsi que les enseignements tirés de la mise en œuvre, pour concevoir des projets de suivi, rechercher de nouvelles ressources et s'aligner sur les stratégies nationales en matière de numérique et d'éducation.

Ce qui ressort de ce parcours, c'est que l'avenir numérique de l'Afrique ne sera pas livré aux jeunes, mais qu'il sera façonné par eux. Lorsque les organisations dirigées par des jeunes sont considérées comme des partenaires de confiance, dotées de compétences et soutenues par des ressources, elles peuvent transformer les technologies éducatives, qui ne sont plus un simple mot à la mode, en un outil au service de la justice, de l'inclusion et de la transformation dans tous les systèmes éducatifs.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Aucun enfant ne devrait avoir à payer pour apprendre dans le cadre de la campagne menée par le CEFAN en faveur de la gratuité de l'enseignement préscolaire.

Au Cameroun aujourd'hui, la promesse d'une éducation de base « gratuite » est encore loin d'être une réalité, et la société civile refuse de laisser cette contradiction sans réponse. À travers une campagne sur les frais de scolarité préscolaires, le Réseau camerounais Éducation pour tous (CEFAN) place la petite enfance au cœur du débat public et pose une question simple : si l'éducation est un droit fondamental, pourquoi tant d'enfants de quatre et cinq ans sont-ils encore exclus de l'école maternelle ?

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Quand l'école « gratuite » coûte encore trop cher

Lors de la conférence de presse annuelle du CEFAN à Yaoundé, le coordinateur national de la coalition, Josué Baloma, a rappelé aux journalistes que le droit à l'éducation commence dès la naissance et est reconnu dans les cadres nationaux et internationaux, de la Déclaration universelle des droits de l'homme à la Stratégie continentale de l'Union africaine pour l'éducation en Afrique. Pourtant, derrière ces engagements se cache une réalité crue. Seuls environ 40 % des enfants âgés de 4 à 5 ans fréquentent l'école maternelle au Cameroun, ce qui signifie qu'environ 600 000 enfants sont scolarisés tandis que plus de 900 000 sont laissés pour compte.

Le problème n'est pas l'absence de lois ou de discours. C'est le coût de l'accès à l'école. Bien que les frais d'inscription officiels aient été supprimés, les familles doivent encore faire face à des frais « exigibles » dans les écoles maternelles publiques, estimés à environ 7 500 FCFA (13 dollars US) par enfant, ainsi qu'à des coûts indirects tels que les frais de cantine, de transport et de matériel pédagogique. Pour les ménages à faibles revenus, ces dépenses sont tout simplement hors de portée, transformant le droit supposé à l'éducation préscolaire en un privilège réservé à ceux qui peuvent payer.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Pourquoi investir dans l'éducation préscolaire est judicieux – et urgent

Pour le CEFAN et ses membres, cette situation n'est pas seulement injuste, elle est également imprévoyante. Des études montrent systématiquement que l'investissement dans la petite enfance génère certains des rendements sociaux et économiques les plus élevés, en particulier dans les pays dont la population est jeune et en forte croissance. Comme l'a souligné Baloma, chaque franc investi dans l'éducation préscolaire génère des avantages à long terme, allant de meilleurs résultats scolaires et de taux de redoublement plus faibles à des revenus plus élevés et une meilleure santé tout au long de la vie.

Malgré cela, la petite enfance reste l'un des volets les moins financés du système, tant au Cameroun que dans toute l'Afrique. L'UNICEF estime que les gouvernements africains consacrent en moyenne seulement 2 % de leur budget de l'éducation à l'enseignement préscolaire, alors que plus de 20 % sont consacrés à l'enseignement supérieur. Il en résulte un système dans lequel les familles supportent une part importante des coûts au moment même où l'investissement pourrait faire la plus grande différence, et où les enfants issus de milieux défavorisés commencent l'école plus tard, moins préparés et avec un risque plus élevé d'abandonner leurs études.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Transformer le plaidoyer en propositions concrètes

La campagne du CEFAN va au-delà de la dénonciation pour proposer une feuille de route pour le changement. La coalition réclame au moins une année d'enseignement préscolaire gratuit dans le système public, dans le cadre d'une vision plus large d'une éducation de base véritablement gratuite. Pour le CEFAN, « gratuit » signifie la suppression de tous les frais directs et indirects pour les familles, la fourniture de matériel scolaire et d'uniformes pour les élèves du préscolaire et du primaire, et une implication plus forte des communes et des organisations de la société civile dans la gestion et le suivi du « paquet minimum » et des autres aides publiques.

Du point de vue du financement, le réseau estime que la gratuité de l'enseignement préscolaire public coûterait environ 4,5 milliards de FCFA par an, un montant qui, selon lui, pourrait être mobilisé grâce à une combinaison de mesures. Il s'agit notamment d'augmenter le budget global de l'éducation, d'introduire ou d'ajuster les taxes sur certains produits manufacturés et agro-industriels, de mieux taxer les ressources naturelles du pays, de canaliser les fonds de responsabilité sociale des entreprises vers l'éducation, et même d'envisager une petite contribution de solidarité équivalente à 1 % du salaire mensuel des travailleurs.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Mener le combat dans les mairies et les salles de classe

En 2025, ce plaidoyer était tout sauf abstrait. À travers son groupe thématique sur l'éducation inclusive, le genre et la petite enfance (EIGPE), le CEFAN a mené une série d'actions concrètes ciblant à la fois les autorités locales et les écoles. À Yaoundé IV, la coalition a obtenu le soutien de la municipalité pour quatre écoles publiques inclusives, qui ont reçu du matériel pédagogique adapté - notamment des cannes blanches, des tablettes braille et des appareils audio - pour les élèves handicapés.

À Yaoundé I, le CEFAN a travaillé directement avec une vingtaine d'enseignants, renforçant leurs compétences en tant qu'« éducateurs spécialisés » capables de soutenir les enfants handicapés dans des classes inclusives. Des conférences éducatives ont contribué à populariser les textes juridiques nationaux et internationaux sur le droit à l'éducation des enfants handicapés, renforçant ainsi le message selon lequel la gratuité et l'inclusion doivent aller de pair dans l'enseignement préscolaire. Les commentaires des enseignants et des directeurs d'école à l'issue de ces sessions ont été extrêmement positifs. Beaucoup ont déclaré se sentir mieux armés, écoutés et motivés pour transmettre ce message dans leurs écoles.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Un appel public au courage politique

La campagne a abouti à un appel public lancé au gouvernement. Le CEFAN exhorte l'État à renforcer le financement de l'éducation nationale et à adopter une loi consacrant le droit à l'éducation de base gratuite, y compris explicitement l'éducation préscolaire. Pour la coalition, il ne s'agit pas d'un ajustement technique, mais d'un choix politique concernant l'avenir du pays : investir dans la petite enfance, c'est investir dans le Cameroun lui-même.

En combinant données, propositions chiffrées, partenariats locaux et plaidoyer au niveau national, le CEFAN montre ce que signifie pour la société civile « sonner l'alarme » et continuer à la sonner jusqu'à ce que le changement survienne. Dans un contexte où des centaines de milliers de jeunes enfants commencent encore leur vie en marge du système éducatif, le message convaincant de la coalition est qu'aucun enfant ne devrait être exclu de sa première classe pour des raisons financières.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

Mon expérience à l'atelier régional africain d'échange, d'apprentissage et de partage

*Par Ahmed Adebowale,
responsable de l'unité Éducation et
technologie, Brain Builders Youth
Development Initiative (BBYDI)*

J'ai participé à l'atelier régional africain d'échange et de partage organisé à Johannesburg, en Afrique du Sud, une réunion en présentiel des coalitions nationales pour l'éducation (NEC) de toute l'Afrique, organisée par la CME.



GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



L'atelier a réuni des défenseurs de l'éducation, des décideurs politiques, des donateurs et des acteurs de la société civile afin de réfléchir aux progrès accomplis, de partager les enseignements tirés et de renforcer la collaboration en vue de promouvoir une éducation inclusive et équitable à travers le continent.

En tant que jeune bénéficiaire d'une bourse dans le cadre du programme GIZ Generation Digital, j'ai représenté l'initiative Brain Builders Youth Development Initiative (BBYDI) et présenté notre travail sur la culture numérique et la formation à l'IA pour les enseignants du centre-nord du Nigeria, ainsi qu'une campagne nationale de sensibilisation à la culture numérique diffusée à la radio. J'ai expliqué comment le projet avait permis de former directement 35 enseignants, qui ont à leur tour dispensé une formation à plus de 1 000 autres enseignants. J'ai également souligné que nos campagnes radiophoniques avaient touché plus de 3 millions d'auditeurs dans tout le pays, élargissant ainsi la sensibilisation à la culture numérique au-delà des salles de classe, dans les communautés.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



En outre, j'ai présenté des preuves de l'impact de ces initiatives, notamment l'intégration d'outils EdTech par plus de 1 035 enseignants formés et la mise en place de systèmes internes de soutien à l'apprentissage numérique dans au moins 35 écoles grâce à des partenariats avec des propriétaires d'écoles privées.

Au-delà de la mise en œuvre du projet, j'ai mis en avant le portefeuille plus large de travaux et de recherches de BBYDI dans les domaines de l'EdTech, de l'éducation en situation d'urgence (EiE) et du financement de l'éducation, notamment l'Observatoire du financement de l'éducation au Nigeria, le rapport national sur la promotion de l'EdTech et les recherches sur le système éducatif nigérian pendant la COVID-19. Ces travaux ont également été présentés lors de la visite guidée de la galerie avec les donateurs et les partenaires, ce qui a permis d'engager un dialogue direct sur la promotion fondée sur des données probantes et l'influence sur les politiques.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



L'un des moments forts de l'atelier a été la rencontre exclusive avec le président de la CME, M. Refat Sabbah, ainsi que le coordinateur mondial de la CME, Grant Kasowanjete, et Tanvir Muntasim, du Partenariat mondial pour l'éducation. Cette réunion a réaffirmé l'engagement fort de la CME envers les organisations dirigées par des jeunes et sa conviction que les jeunes sont les moteurs de l'innovation dans les domaines des technologies éducatives, de l'éducation par l'innovation et des réformes éducatives centrées sur la communauté. J'ai présenté les travaux en cours de la BBYDI et exprimé notre ouverture à une collaboration plus approfondie, en particulier dans le domaine de l'éducation numérique et des interventions axées sur les politiques.

J'ai également eu l'occasion de faire une présentation au nom des pays anglophones (groupe 2) sur la représentation des jeunes dans la création de coalitions. Au cours de cette session, j'ai présenté des recommandations collectives visant à renforcer la participation significative des jeunes au sein des coalitions nationales pour l'éducation, en mettant l'accent sur le leadership des jeunes, leur inclusion dans la prise de décision et l'investissement soutenu dans les initiatives menées par les jeunes.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



L'atelier a également abordé des questions continentales et mondiales cruciales qui façonnent l'éducation, notamment les réductions de l'aide publique au développement (APD) dans le domaine de l'éducation, les nouvelles priorités du CESA 2026-2030 et la Décennie d'action accélérée pour transformer l'éducation et le développement des compétences en Afrique (2025-2034) de l'Union africaine. Ces discussions ont fourni un contexte important pour aligner les interventions nationales et communautaires sur les programmes régionaux et mondiaux plus larges en matière d'éducation.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Dans l'ensemble, l'atelier régional africain d'échange et de partage des connaissances a été une expérience riche et marquante qui a permis de renforcer les réseaux, d'approfondir les connaissances et de consolider la valeur des approches collaboratives, axées sur les jeunes et fondées sur des données probantes en matière de réforme de l'éducation en Afrique.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Principaux enseignements tirés -

1. Le leadership des jeunes est indispensable : la forte reconnaissance des organisations dirigées par des jeunes par la CME a réaffirmé que les jeunes ne sont pas seulement les bénéficiaires des réformes éducatives, mais aussi des moteurs essentiels de l'innovation, du plaidoyer et de la mise en œuvre.
2. Pour amplifier l'impact, des partenariats sont nécessaires : l'expérience de BBYDI a démontré que les modèles de formation par étapes, les partenariats avec les médias (tels que la radio) et la collaboration avec les propriétaires d'écoles sont des stratégies efficaces pour élargir la portée et la durabilité.
3. Les preuves renforcent le plaidoyer : la recherche et la narration fondée sur des données, telles que le suivi du financement de l'éducation et les études d'impact des technologies éducatives, sont essentielles pour influencer les politiques, les bailleurs de fonds et les priorités des coalitions.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



5. L'éducation numérique doit être centrée sur la communauté : les interventions en matière de culture numérique sont plus efficaces lorsqu'elles s'étendent au-delà des salles de classe pour toucher les communautés, les parents et les décideurs politiques, garantissant ainsi une appropriation et une pertinence plus larges.
6. L'alignement sur les programmes continentaux est important : relier les initiatives locales à des cadres tels que le CESA et la Décennie d'action de l'UA renforce la cohérence, la pertinence et les possibilités de collaboration et de soutien régionaux.
7. La création de coalitions fonctionne mieux lorsqu'elle est inclusive : une représentation significative des jeunes au sein des coalitions nationales pour l'éducation renforce la légitimité, l'innovation et l'impact à long terme.

Cette expérience a renforcé mon engagement à promouvoir des solutions éducatives inclusives, axées sur le numérique et dirigées par les jeunes par le biais du BBYDI, tout en approfondissant la collaboration avec les partenaires continentaux et mondiaux afin de façonner l'avenir de l'éducation en Afrique.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



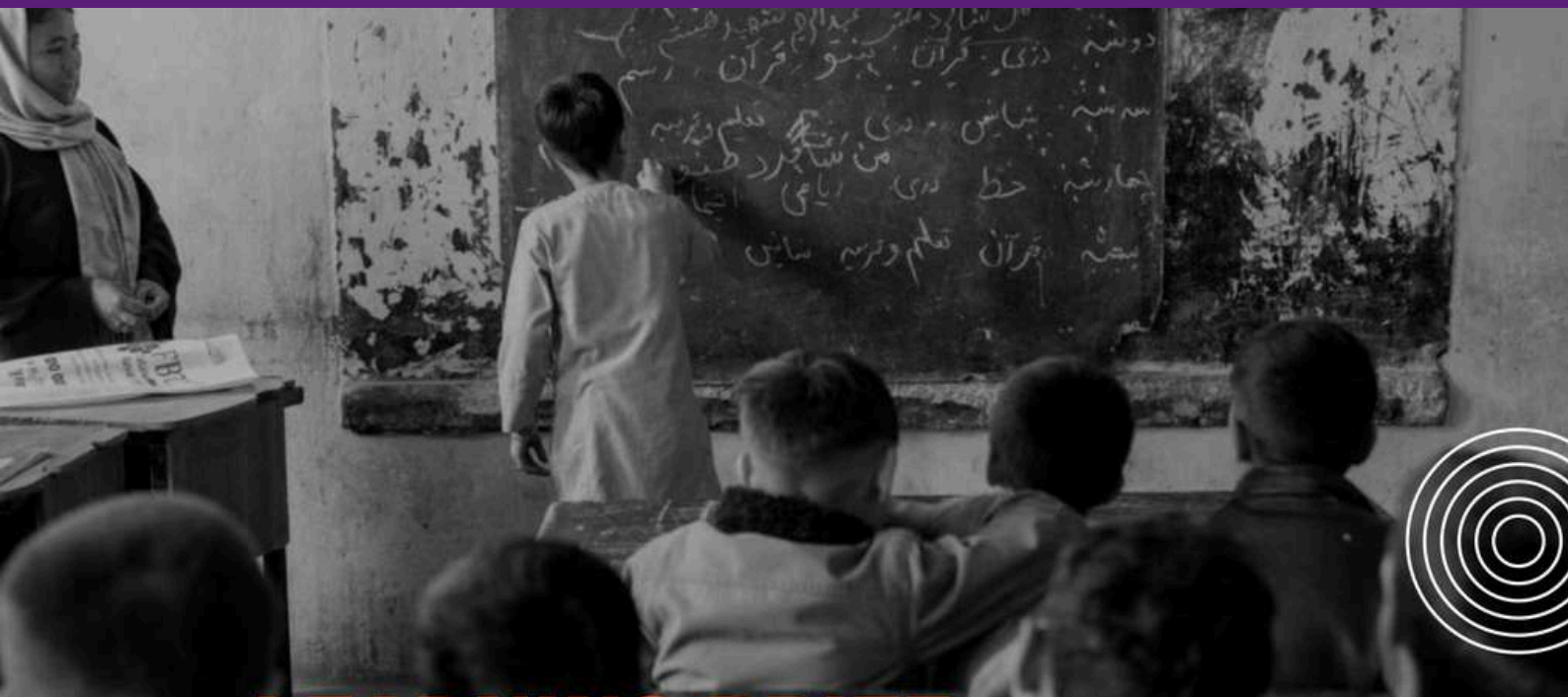
WELCOME TO GCE ELEARNING PLATFORM

Renforcer le plaidoyer : nouvelles ressources du centre d'apprentissage que vous pouvez utiliser dès maintenant

Des salles de classe dans les zones de crise aux communautés en première ligne face au changement climatique, le Centre d'apprentissage de la CME est en passe de devenir un lieu d'apprentissage partagé, d'outils pratiques et d'idées audacieuses pour transformer les systèmes éducatifs. Avec une Académie d'apprentissage en cours de création et de nouveaux dossiers, boîtes à outils et rapports désormais disponibles, le Centre aide les coalitions, les militants et les éducateurs à transformer les connaissances en actions.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



Intégrer les enseignements tirés des situations d'urgence dans le plaidoyer quotidien

Une nouvelle note d'information sur l'éducation en situation d'urgence (EiE), élaborée à partir de l'atelier Gawe EiE 2025, met en lumière le pouvoir du soutien psychosocial (PSS) et de l'apprentissage socio-émotionnel (SEL) dans les contextes de crise et d'urgence prolongée. Destiné aux praticiens, aux décideurs politiques et aux éducateurs, il explique le fonctionnement du Global Education Cluster, la manière dont les organisations de la société civile peuvent s'engager plus efficacement, et ce à quoi ressemblent la localisation et le plaidoyer dans la pratique.

S'appuyant sur l'expérience concrète du Cluster Éducation de Palestine (Cisjordanie), la note présente des exemples concrets de participation et de coordination des OSC qui peuvent être adaptés à d'autres contextes. Il ne s'agit pas seulement d'une ressource conceptuelle, mais d'un guide pratique pour les coalitions qui souhaitent protéger le droit à l'éducation lorsque les systèmes sont soumis à une pression extrême.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

ENG



Justice climatique, compétences vertes et transition juste

Le document d'information sur l'éducation au climat et la transition juste établit un lien direct entre la crise climatique et le travail quotidien des coalitions éducatives. S'appuyant sur des expériences menées dans la région Asie-Pacifique, notamment par LAYA et le Réseau indien sur l'éthique et le changement climatique (INEC), il montre comment l'éducation peut renforcer les connaissances sur le climat, l'autonomisation des communautés et la résilience.

Parmi les thèmes clés abordés figurent les enseignements tirés du Partenariat pour une éducation verte de l'UNESCO, l'importance croissante des compétences vertes et de l'éducation au climat, ainsi que les lacunes persistantes en matière de capacités et de financement qui ralentissent les progrès. Le document met également en évidence le rôle essentiel de la société civile dans le comblement du fossé entre les politiques et leur mise en œuvre. Il est disponible en anglais, français, portugais et espagnol afin de favoriser l'apprentissage interrégional.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

ENG



Suivre la petite enfance sous l'angle des droits humains

Une nouvelle note d'information de l'initiative Right to Education (RTE) propose un cadre pratique pour suivre les soins et l'éducation de la petite enfance (ECCE) en tant que droit humain. Dans un monde où l'ECCE reste sous-financée et inégale, cette note fournit des conseils étape par étape pour définir ce qu'il faut suivre, évaluer les normes en matière de droits humains, choisir des indicateurs et concevoir des méthodologies inclusives.

À l'aide du cadre Structure-Processus-Résultat (SPO), il aide les défenseurs à combiner des données quantitatives et qualitatives et à accorder une attention particulière aux groupes marginalisés tels que les enfants handicapés, les enfants des zones rurales, les enfants migrants et les filles. Son message central est simple mais puissant : le suivi n'a d'importance que s'il conduit à un changement, et les preuves doivent alimenter directement le plaidoyer en faveur de services à la petite enfance plus équitables et inclusifs.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



OVERVIEW OF EDUTECH IN AFRICA

La technologie selon nos conditions : droits numériques et technologies éducatives inclusives

À travers l'Afrique, le travail coordonné par la GCE sur les technologies éducatives est présenté dans le nouveau rapport d'impact « Tech On Our Terms », élaboré avec le soutien de la GIZ. Mis en œuvre par les coalitions nationales pour l'éducation, le programme a défendu des politiques inclusives en matière de technologies éducatives, l'innovation menée par les jeunes et la protection des droits numériques dans l'éducation.

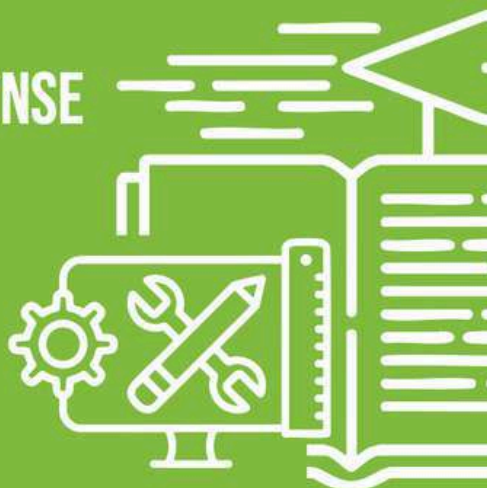
Le rapport présente les expériences des pays, les stratégies de campagne, les recommandations politiques, les défis et les réussites qui visent à façonner les plans nationaux et la stratégie de l'Union africaine en matière d'éducation numérique. Disponible en anglais, en français et en portugais, il constitue une ressource précieuse pour tous ceux qui œuvrent à garantir que la transformation numérique dans l'éducation soit fondée sur les droits, inclusive et responsable.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026



ENGAGING IN EDUCATION CLUSTERS FOR EMERGENCY RESPONSE



Renforcement de la société civile dans les clusters éducation

Afin de soutenir les coalitions travaillant dans des contextes humanitaires, le Learning Hub héberge désormais une note d'orientation EiE sur le renforcement de l'engagement des OSC dans les clusters éducation. Les clusters éducation, généralement codirigés par l'UNICEF et Save the Children, jouent un rôle central dans la coordination des interventions éducatives d'urgence. Cette note aide les NEC et les OSC à revendiquer leur place à la table des négociations.

Elle fournit des outils pratiques pour stimuler la participation des OSC aux mécanismes de coordination, promouvoir la localisation et le leadership inclusif, et soutenir des interventions éducatives résilientes et sensibles au genre. En mettant l'accent sur la collaboration, la responsabilité et l'engagement communautaire, elle donne à la société civile les moyens d'influencer à la fois le « quoi » et le « comment » des programmes EiE.

GCE BUZZ

Décembre 2025 - janvier 2026

20
24

Les jeunes au centre : du symbolisme à la co-crédation

L'un des ajouts les plus stimulants au Centre d'apprentissage est la boîte à outils pour l'engagement des jeunes et des étudiants, conçue par des jeunes, pour des jeunes. Élaborée à partir d'enquêtes mondiales et de consultations régionales, cette boîte à outils va au-delà d'une participation symbolique et propose des mesures claires et pratiques pour intégrer les jeunes en tant que co-crédateurs dans la promotion de l'éducation.

Elle offre aux coalitions des idées et des outils pour renforcer le leadership des jeunes, amplifier la voix des communautés et concevoir des campagnes qui reflètent les réalités et les priorités des élèves eux-mêmes. Avec les autres nouvelles ressources, elle souligne une conviction fondamentale du Learning Hub : l'apprentissage collectif est un puissant moteur pour des systèmes éducatifs plus inclusifs et fondés sur les droits dans le monde entier.

Vous pouvez explorer toutes ces ressources et vous préparer au lancement de la GCE Learning Academy sur le Learning Hub de la GCE :
<https://learn.campaignforeducation.org/>.